

DENIS DELBECCO

C'était le 16 mai, tard dans la soirée. Le président américain, Donald Trump, s'est fendu d'un message sur son réseau Truth Social. «BON DÉBARRAS! Après 15 ans pendant lesquels les démocrates* n'ont cessé de promettre que le changement climatique allait détruire la planète, le comité des Nations unies chargé du climat [le GIEC, ndlr] vient d'admettre que ses propres projections (RCP8.5) étaient FAUSSES! FAUSSES! FAUSSES! Depuis bien trop longtemps, l'Activisme Climatique est utilisé par les démocrates pour effrayer les Américains, imposer d'horribles politiques énergétiques et injecter des MILLIARDS dans leurs programmes de recherche bidon. Contrairement aux démocrates, qui utilisent les absurdités de l'Activisme Climatique pour imposer leur NOUVELLE ARNAQUE VERTE, mon administration s'appuiera toujours sur la VÉRITÉ, la SCIENCE et les FAITS!»

Depuis, les commentaires, parfois sarcastiques, vont bon train, notamment sur les réseaux sociaux, mais aussi dans les colonnes d'opinion des journaux, jusque dans les pages du *Temps*: notre chroniqueuse Marie-Hélène Miauton s'étonnait il y a quelques jours que la presse n'ait pas relayé cette «bonne nouvelle climatique», à savoir l'abandon du scénario le plus extrême dans les projections à venir. Rares sont les observateurs qui ont noté qu'il s'accompagne aussi du retrait du scénario le plus vertueux, le seul qui aurait permis de limiter, de manière crédible, le réchauffement à moins de 1,5 °C depuis la révolution industrielle.

Des choix de modélisation qui reposent sur la science

Précisons tout d'abord que, contrairement à ce qu'affirme Donald Trump, le GIEC ne s'est pas exprimé récemment sur les scénarios et pour cause: ces modèles sur l'évolution de nos émissions de gaz à effet de serre émanent du Programme mondial de recherche sur le climat, qui coordonne les efforts des institutions scientifiques qui font de la modélisation climatique. «Ce cadre commun est très important, car il permet de comparer les projections des différents modèles, explique Sonia Seneviratne, climatologue de l'EPFZ et vice-présidente du groupe 1 du GIEC, consacré aux bases de la physique du climat et son évolution.» Cette collaboration baptisée CMIP (acronyme anglais de Projet d'intercomparaison de modèles couplés) a entièrement révisité ses scénarios pour la campagne de simulation qui démarre, la septième. Tous différents de ceux utilisés jusque-là.

«Les idées qui façonnent le scénario SSP5-8.5 [et non RCP8.5, qui n'était plus utilisé, ndlr] remontent à une quinzaine d'années. Il s'appuyait sur la notion de développement fondé sur les énergies fossiles, qui aurait consommé tout le pétrole, le gaz et le charbon disponibles pour permettre à tous les pays de connaître supposément un important essor économique et aux gens de vivre confortablement quoi qu'il arrive. Mais ce modèle n'avait aucun sens, car il ne tenait pas compte des réalités physiques. Par exemple, on arrivait à une augmentation de la production agricole, sans prendre en compte le fait que les événements extrêmes peuvent rendre les surfaces agricoles improductives avec un réchauffement plus élevé.»

L'ensemble des scénarios SSP avaient été élaborés par des économistes. Cette fois, l'évaluation des sept modèles CMIP-7 décrits ce



En Indonésie, après des crues dévastatrices, des éléphants sont mis à contribution pour dégager les débris d'arbres. (MEUREUDEL, 8 DÉCEMBRE 2025/HOTLI SIMANJUNTAK/EPA)

De nouveaux scénarios qui ne rassurent pas

CLIMAT Des travaux publiés début avril revisitent les prévisions qui permettent de modéliser l'évolution climatique. Un prétexte saisi par les détracteurs de cette science, qui y voient la preuve que les hypothèses utilisées jusque-là étaient erronées

7 avril dans *Geoscientific Model Development* se fera aussi sur des bases physiques et non plus seulement économiques. «C'est une excellente nouvelle», commente Sonia Seneviratne, dont une partie des recherches porte sur les interactions entre les terres et le climat et notamment sur l'effet des événements extrêmes. «D'ailleurs, il a été décidé dans le cadre du GIEC d'ajouter un nouveau chapitre dans le prochain rapport du groupe de travail sur la physique du climat [prévu pour mai 2028, ndlr], qui évoquera les limites physiques qui peuvent restreindre la plausibilité des scénarios.»

Réévaluer les hypothèses

Contrairement à ce qu'affirment souvent ses détracteurs, la modélisation climatique n'est pas une science figée, elle se remet régulièrement en question. À l'origine, les scénarios décrivaient des trajectoires en termes d'émissions de gaz à effet de serre, les chemins représentatifs de concentration (en anglais RCP), mais sans dire comment nos sociétés pourraient produire ces trajectoires. Puis,

ces modèles ont été combinés avec des «chemins socio-économiques partagés» (SSP). Ce sont certains de ces scénarios qui ont nourri la préparation du dernier rapport du GIEC (AR6, publié entre 2021 et 2023). Désormais, les sept scénarios reposeront d'abord sur différentes trajectoires hypothétiques des futures

émissions de gaz à effet de serre. Il appartiendra ensuite aux auteurs du GIEC d'évaluer ceux qu'ils jugent les plus plausibles et les plus pertinents. A regarder ces scénarios de près, on constate que Donald Trump et la mouvance climatologique

se sont réjouis un peu trop vite. Sur le plan des émissions de gaz à effet de serre, le nouveau modèle dit «haut», le pire désormais, conduit à des émissions de 80 gigatonnes-équivalent-CO₂ en 2100. C'est nettement moins que ce que projetait le fameux scénario SSP5-8.5, à savoir 120 Gt-éq-CO₂. «C'est

«Nous avons convenu au GIEC d'ajouter un nouveau chapitre dans le prochain rapport du groupe de travail sur la physique du climat, qui évoquera les limites physiques des scénarios»

SONIA SENEVIRATNE, CLIMATOLOGUE DE ET VICE-PRÉSIDENTE DU GROUPE 1 DU GIEC

logique compte tenu de la baisse du coût des énergies renouvelables et de leur essor», se félicite Sonia Seneviratne. Moins de CO₂ se traduira-t-il par un moindre réchauffement de la température, ce qui est présenté par certains comme une bonne nouvelle?

Au risque de surprendre, la réponse ne prête pas à l'optimisme: certes, la valeur de réchauffement la plus probable du nouveau modèle «haut» - 3,5 °C de plus en 2100 que la moyenne 1850-1900 - est inférieure aux 4,4 °C du précédent scénario du pire. Mais un degré supplémentaire s'ajouterait en seulement quelques décennies par la suite...

Le cap fixé par l'Accord de Paris ne sera pas atteint

Pour bon nombre de scientifiques, tout réchauffement au-delà de 3 °C serait catastrophique pour les sociétés humaines. C'est par exemple ce qui est attendu si les politiques publiques restent à leur niveau de 2025 (scénario «moyen»). «Pourrait-on encore reconnaître notre monde dans une telle situation? Je ne le pense pas, souligne Sonia Seneviratne. On sait déjà qu'entre 1,5 °C et 2 °C, les effets sont considérables. Or une stabilisation à 1,5 °C de réchauffement global devient de plus en plus inatteignable à cause de la lenteur de la transition énergétique.» À tel point qu'il n'existe plus d'équivalent du précédent scénario le plus opti-

miste (baptisé SSP1-1.9) qui contenait la hausse à ce niveau, parce que nous avons raté le coche avec un effort de réduction insuffisant, en dépit de l'Accord de Paris signé en 2015. Et ce n'est pas une bonne nouvelle. Certains modèles optimistes de CMIP-7 parviennent certes autour de 1,5-1,6 °C en 2100, mais après avoir frôlé ou dépassé les 2 °C.

Ces scénarios seront d'autant plus difficiles à tenir qu'on assiste dans de nombreux pays à un rétro-pédalage sur la transition énergétique. Ils ont d'ailleurs été établis avant l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche - l'article de *Geoscientific Model Development* a été soumis en décembre 2024.

Le plus gros coup de frein donné à l'expansion des énergies décarbonées est à mettre au crédit de l'administration Trump, qui entend reconverter les États-Unis à marche forcée au pétrole, au gaz et même au charbon, en dérégulant à tout va. En février, le président a signé un décret qui ordonne au Pentagone de se fournir en électricité produite avec du charbon, qu'il qualifie de «propre et beau», tout en bataillant contre les projets de fermes éoliennes offshore. Ainsi le français TotalEnergies, qui avait obtenu en 2022 une concession pour la création de deux immenses parcs offshore (4000 MW au total), au large de New York et de la Caroline du Nord, a été sommé de faire marche arrière. En mars, l'administration Trump a contraint l'industriel à signer un accord qui prévoit l'abandon des projets, le renoncement à créer d'autres infrastructures éoliennes, ainsi que le remboursement des concessions payées (928 millions de dollars) à condition d'investir ce montant dans l'exploitation de gaz et de pétrole aux États-Unis.

«Drill baby drill»

Le ralentissement des efforts ne se limite pas aux États-Unis. Ainsi, le premier ministre canadien, Mark Carney, arrivé au pouvoir en mars 2025, a déjà abandonné la taxe carbone, supprimé les limitations des émissions de gaz à effet de serre imposées à l'industrie des hydrocarbures en Alberta, et autorisé la construction d'un nouveau gazoduc pour renforcer les exportations canadiennes de gaz naturel liquéfié (GNL), via un terminal à créer sur la côte pacifique. Un accord de fourniture de GNL, pendant vingt ans devait d'ailleurs être signé cette semaine avec l'Allemagne. En France, plusieurs concessions de forage pétrolier ont été étendues, et un projet de loi est sur la table, qui relancerait la prospection d'hydrocarbures en outremer. Elle est interdite depuis 2017 sur tout le territoire national, océans compris.

À l'échelle de l'Union européenne, un détricotage du Green Deal s'est amorcé l'an dernier. C'était un ambitieux programme de transition écologique lancé en 2021, qui portait notamment l'interdiction, dès 2035, de vendre des véhicules thermiques. Décision désormais abandonnée.

Il faudra du temps pour évaluer, en termes d'émissions de gaz à effet de serre, l'effet de ces revirements. Mais à n'en pas douter, ils risquent de nous éloigner de l'objectif de contenir la hausse des températures bien au-dessous de 2 °C, maintenant que celui de 1,5 °C est sur le point d'être franchi. ■

* Précisons que le président a utilisé le terme de «Dumocrats», qu'il avait inventé lors d'une interview sur Fox News quelques jours plus tôt, faisant référence aux politiques stupides (en anglais *dumb*) menées par l'administration Biden.

MÉTÉO

Un «rappel brutal» des conséquences du changement climatique

La vague de chaleur qui frappe actuellement une partie de l'Europe, dont la France, représente un «rappel brutal» des conséquences du changement climatique, a estimé hier le responsable de l'ONU Climat, en soulignant la nécessité d'accélérer vers les énergies propres.

«Cette dernière vague de chaleur en Europe est un rappel brutal des conséquences en spirale de la crise climatique, tant humaines qu'économiques. Le principal responsable en est la dépendance du monde à la combustion du charbon, du pétrole et du gaz, ainsi qu'à la destruction des forêts», a dit Simon Stiell. «De nom-

breuses autres régions du monde sont également durement touchées, comme l'Inde et d'autres parties de l'Asie. La science est claire: le changement climatique d'origine humaine rend ces vagues de chaleur plus fréquentes et plus extrêmes», a-t-il rappelé.

En Suisse, une «période de chaleur»

Sous l'effet d'un «dôme de chaleur» persistant, la France connaît des températures inédites pour cette période de l'année. Météo-France a relevé mardi un nouveau record mensuel de température à l'échelle du pays, avec un indicateur thermique national à 24,8 °C.

La Suisse a connu son premier coup de chaleur de l'année, avec un thermomètre qui est monté ces derniers jours au-delà des 30 °C à bien des endroits dans le pays. Malgré cela, on ne peut pas officiellement parler d'épisode caniculaire pour le moment. Selon l'Office fédéral de météorologie et de climatologie MétéoSuisse, une canicule doit comporter au moins trois jours d'affilée avec une température moyenne de 25 °C ou plus. Si ces critères sont remplis pendant deux jours de suite, ce phénomène météorologique est qualifié uniquement de période de chaleur. ■

AFP/ATS